



Comment CETA pourrait nuire à la santé publique

Résumé

- EPHA appelle les Eurodéputés à rejeter l'accord récemment négocié entre l'UE et le Canada, l'Accord Economique et Commercial Global (Comprehensive Economic and Trade Agreement CETA), AECCG en français, et en particulier les dispositions liées à la Cour d'Arbitrage (ICS).
- La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) devrait fournir un avis sur la compatibilité juridique des dispositions de l'ICS avec le droit de l'Union européenne avant la ratification, afin d'éviter des contestations judiciaires coûteuses avec des résultats incertains après l'entrée en vigueur.
- La Commission Européenne devrait procéder à une évaluation urgente des impacts potentiels sur la santé publique de l'élimination des tarifs douaniers sur les produits nuisibles à la santé, de sorte que les gouvernements puissent faire des plans pour atténuer le potentiel impact négatif de ces mesures et politiques.
- La Commission Européenne devrait procéder à une évaluation urgente des impacts potentiels sur le prix des médicaments du CETA, conséquence d'une coopération réglementaire plus étroite avec le Canada - un pays qui se classe 2^{ème} au niveau mondial pour ses dépenses par habitant en matière de médicaments, après les États-Unis.

Pourquoi EPHA réclame le rejet du CETA?

Alors que la libéralisation du commerce soutenue par le CETA a le potentiel de contribuer à la santé publique en participant à la croissance économique, avec des revenus plus élevés et de meilleures possibilités d'emploi, ceci peut être miné par les effets secondaires indésirables de l'accord commercial. **Le CETA est en contradiction avec les objectifs clés des politiques de santé publique et ne contribue pas à la lutte contre les maladies non-transmissibles et l'obésité, et ne contribue pas à l'accès universel à des médicaments abordables.**

1. La révision des mesures de protection des investisseurs n'empêchera pas les sociétés de tabac, d'alcool, les entreprises produisant des produits alimentaires affectant la santé et des investisseurs privés dans les services publics de contester les lois de santé publique
2. L'éliminations de tarif sur les aliments transformés nuisibles à la santé et certaines boissons, ainsi que des produits agricoles pourraient contribuer à l'épidémie de maladies non-transmissibles et à l'obésité
3. Le CETA ignore les risques sanitaires liés à une forte consommation de viande en promettant un meilleur accès au marché
4. Le CETA ne résout pas le problème mondial de la résistance aux antimicrobiens (RAM)
5. Le CETA risque de saper les normes de qualité et le côté abordable des services d'intérêt général (social, santé, éducation, eau)
6. Le CETA ne traite pas de la viabilité de la santé et les dommages liés à l'alcool
7. Le CETA ne repose pas sur une évaluation de ses impacts potentiels sur le prix des médicaments
8. La déclaration interprétative conjointe ne résout pas les problèmes de santé du CETA

Nous croyons fermement que **les accords commerciaux internationaux peuvent être bénéfiques pour la santé publique**, à la condition que les négociations respectent ce qui convient à l'intérêt public et fixent les conditions pour assurer la protection et l'amélioration continue de la santé publique et des droits, ainsi que l'accès à des services de santé de qualité et à des médicaments abordables.

Il y a tout lieu de croire que la réouverture des négociations sur les aspects mentionnés ci-dessus du texte permettrait à l'UE d'obtenir un bien meilleur deal, plus susceptible d'être soutenus par tous, et montrer l'exemple pour de futurs accords commerciaux avec d'autres parties du monde. L'Alliance Européenne de la Santé Publique appelle maintenant le Parlement européen et les parlements nationaux à protéger la santé publique en refusant de ratifier l'accord et appellent à un meilleur plan pour la santé et les consommateurs.